

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de la Sécurité publique à verser à la Ville de Montréal une subvention dont le montant pourra atteindre 10 M\$ pour la réalisation d'activités de lutte au terrorisme ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QU'il soit autorisé à verser à la Ville de Montréal, pour l'exercice financier 2001-2002, une subvention pouvant atteindre 10 M\$ pour sa participation aux activités de lutte au terrorisme.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

38152

Gouvernement du Québec

### **Décret 399-2002, 27 mars 2002**

CONCERNANT monsieur David Sultan, membre et vice-président de la Commission québécoise des libérations conditionnelles

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE les conditions d'emploi de monsieur David Sultan comme membre et vice-président de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, annexées au décret numéro 1302-2001 du 31 octobre 2001, soient modifiées par la substitution du texte de l'article 3.3 par le suivant :

« Monsieur Sultan participe au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) adopté par le décret numéro 245-92 du 26 février 1992 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées. Monsieur Sultan participe également au régime de prestations supplémentaires adopté par le décret numéro 461-92 du 1<sup>er</sup> avril 1992 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, en tant qu'employé qui n'est pas visé par l'annexe 1 de ce décret. » ;

QUE le présent décret ait effet depuis le 31 octobre 2001.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

38153

Gouvernement du Québec

### **Décret 400-2002, 27 mars 2002**

CONCERNANT M<sup>e</sup> Carole Mc Murray, régisseuse et vice-présidente de la Régie des alcools, des courses et des jeux

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE les conditions d'emploi de M<sup>e</sup> Carole Mc Murray comme régisseuse et vice-présidente de la Régie des alcools, des courses et des jeux, annexées au décret numéro 79-99 du 3 février 1999, soient modifiées par la substitution du texte de l'article 3.3 par le suivant :

« M<sup>e</sup> Mc Murray participe au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) adopté par le décret numéro 245-92 du 26 février 1992 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées. M<sup>e</sup> Mc Murray participe également au régime de prestations supplémentaires adopté par le décret numéro 461-92 du 1<sup>er</sup> avril 1992 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, en tant qu'employée qui n'est pas visée par l'annexe 1 de ce décret. » ;

QUE le présent décret ait effet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2001.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

38154

Gouvernement du Québec

### **Décret 401-2002, 27 mars 2002**

CONCERNANT monsieur Paul Girard, directeur général adjoint à l'École nationale de police du Québec

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE les conditions d'emploi de monsieur Paul Girard comme directeur général adjoint à l'École nationale de police du Québec, annexées au décret numéro 1285-2000 du 1<sup>er</sup> novembre 2000, soient modifiées par la substitution du texte de l'article 3.3 par le suivant :

« Monsieur Girard participe au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) adopté par le décret numéro 245-92 du 26 février 1992 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées. Monsieur Girard participe également au régime de

prestations supplémentaires adopté par le décret numéro 461-92 du 1<sup>er</sup> avril 1992 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, en tant qu'employé qui n'est pas visé par l'annexe 1 de ce décret.»;

QUE le présent décret ait effet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2001.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

38155

Gouvernement du Québec

### **Décret 402-2002, 27 mars 2002**

CONCERNANT la nomination d'un membre du conseil d'administration de l'École nationale des pompiers du Québec

ATTENDU QUE l'article 49 de la Loi sur la sécurité incendie (2000, c. 20) institue une École nationale des pompiers du Québec;

ATTENDU QUE l'article 62 de cette loi prévoit que l'École est administrée par un conseil d'administration formé de quinze membres;

ATTENDU QUE le paragraphe 5<sup>o</sup> du troisième alinéa de cet article prévoit que le gouvernement y nomme pour un mandat de deux ans, après consultation des associations concernées, trois personnes provenant des associations représentatives des autorités locales ou régionales;

ATTENDU QU'en vertu du quatrième alinéa de cet article, toute vacance survenant en cours de mandat est comblée pour la durée non écoulée de celui-ci;

ATTENDU QUE l'article 65 de cette loi prévoit que les membres du conseil d'administration, autres que le directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement, mais qu'ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QUE par le décret numéro 1123-2000 du 20 septembre 2000, monsieur Jacques Brisebois, maire de la Ville de Mont-Laurier, a été nommé membre du conseil d'administration de l'École nationale des pompiers du Québec, provenant des associations représentatives des autorités locales ou régionales, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE les associations représentatives des autorités locales ou régionales ont été consultées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE monsieur Robert Coulombe, maire de la Ville de Maniwaki, soit nommé membre du conseil d'administration de l'École nationale des pompiers du Québec, provenant des associations représentatives des autorités locales ou régionales, pour un mandat se terminant le 19 septembre 2002, en remplacement de monsieur Jacques Brisebois;

QUE monsieur Robert Coulombe, membre du conseil d'administration de l'École nationale des pompiers du Québec en vertu du présent décret, soit remboursé des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983, compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, dans la mesure où il n'est pas remboursé de ces frais par son employeur.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

38156

Gouvernement du Québec

### **Décret 404-2002, 27 mars 2002**

CONCERNANT l'établissement des conditions d'exploitation de la ligne de métro reliant les territoires de la Société de transport de Montréal et de la Société de transport de Longueuil pour les exercices financiers 2001, 2002 et 2003

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 50 de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (L.R.Q., c. A-7.02), modifié par l'article 224 du chapitre 23 des lois de 2001, le gouvernement peut, après consultation de l'Agence, fixer les conditions d'exploitation, incluant le partage des coûts d'immobilisation et d'exploitation, du réseau de métro hors du territoire de la ville de Montréal à défaut d'entente entre la Société de transport de Montréal et les autres autorités organisatrices de transport en commun dont le territoire est desservi;

ATTENDU QUE, en vertu de cet article, la Société de transport de Longueuil est tenue d'assumer la totalité de sa part des coûts occasionnés par la desserte de son territoire par le métro;